



Presidency of Georgia  
Council of Europe  
November 2019 – May 2020  
Présidence de la Géorgie  
Conseil de l'Europe  
Novembre 2019 – Mai 2020



**Discours de Natia Mezvrishvili,**

**Cheffe de l'administration du Gouvernement de Géorgie**

Alors que le monde est aux prises avec une nouvelle pandémie, le changement est devenu le mot le plus courant de notre être. Le verrouillage et l'état d'urgence sont devenus monnaie courante ; travailler à distance - normalement rare - est aujourd'hui une nécessité ; les gouvernements se sont concentrés sur la garantie de la pleine capacité des systèmes de santé, car c'est la seule garantie de sauver ce qui est au cœur du problème aujourd'hui : la vie de nos citoyens.

L'ampleur de l'impact de l'épidémie est toujours en cours d'évaluation, avec une probabilité évidente de dommages économiques scandaleux - déjà comparés aux retombées de la Grande Dépression. La crise affecte et devient un fardeau quotidien pour tous : entreprises et familles, travailleurs, personnes handicapées et jeunes, jeunes parents et personnes âgées, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) et minorités, héros travaillant en première ligne, pour n'en citer que quelques-uns. LA pandémie de 2020 a changé quelque chose pour tous.

Malgré le changement de toutes nos réalités, nos valeurs restent inchangées. Ainsi, la protection des droits de l'homme continue à être d'une importance capitale pendant la crise, en particulier la participation civile parmi eux, étant aussi pertinente aujourd'hui qu'avant la nouvelle normalité.

Cela étant, je voudrais partager l'expérience de la Géorgie en matière de mise en place de mécanismes de dialogue permanents pour le gouvernement et les organisations de la société civile (OSC) afin de co-crée des réformes gouvernementales ouvertes. Il est intéressant de noter que la refonte de ces mécanismes, au moins temporairement, dans le but de garantir une "réponse ouverte, une reprise ouverte" est actuellement en cours de discussion et j'espère pouvoir partager les succès obtenus à ce sujet plus tard également.

La Géorgie a été l'un des premiers pays à rejoindre le Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) en 2012 - une initiative internationale multilatérale qui vise à obtenir des engagements concrets des gouvernements pour promouvoir une gouvernance ouverte et responsable, l'engagement civique et l'innovation. La Géorgie a été membre du comité directeur du PGO en 2014-2016 et a dirigé le partenariat en tant que pays président en 2018. En 2019, la Géorgie a de nouveau été élue membre du comité directeur pour un mandat de trois ans, ce qui lui a permis de saisir des opportunités et d'assumer des responsabilités importantes pour notre pays.

Pour traduire le principe le plus important de la participation civile dans la pratique, la première plateforme permanente multipartite - le Forum du gouvernement ouvert de

Géorgie - a été créée en 2014 sous la direction du ministère de la justice de Géorgie. Ce dernier a invité les agences gouvernementales, les organisations locales et internationales à co-créeer le programme de gouvernement ouvert du pays.

Depuis lors, la Géorgie a mis en œuvre quatre plans d'action pour un gouvernement ouvert et obtenu des résultats tangibles, tels que la création du premier portail officiel de concours en ligne du gouvernement, l'amélioration de la transparence des marchés publics, la transformation du domaine de la prestation de services publics, l'établissement d'une pratique innovante de contrôle du budget de l'État avec la participation des citoyens ou la réforme du concept de fonction publique.

Indépendamment d'une bonne pratique, les OSC, qui ont activement contribué au succès du PGO Géorgie, ont appelé le gouvernement à rafraîchir ses approches et à porter la co-création à un niveau supérieur.

Au printemps 2019, l'administration du Gouvernement de Géorgie a pris la direction de la coordination du PGO Géorgie, relevant directement du Premier Ministre. L'étape suivante a consisté à lancer des consultations intensives avec les OSC afin d'identifier les défis qui auraient pu entraver les progrès dans le domaine de l'ouverture du gouvernement.

À la suite d'une discussion honnête sur les lacunes rencontrées, nous avons fixé trois objectifs politiques clés pour une nouvelle phase du PGO Géorgie :

- Accroître le degré d'implication des cadres supérieurs dans l'élaboration et le suivi des réformes en matière d'ouverture gouvernementale ;
- Renforcer le rôle de la société civile dans la prise de décision relative à la politique d'ouverture gouvernementale du pays et
- Accroître l'ambition de réformes gouvernementales ouvertes.

Pour garantir une approche solide des deux premiers objectifs politiques, le premier organe décisionnel et délibératif de haut niveau du cabinet - le Conseil de coordination inter-agences du gouvernement ouvert (le Conseil du PGO) - a été créé. Le Conseil se compose de tous les sous-ministres et ministres d'État, des chefs des entités juridiques de droit public et des représentants des OSC ayant le droit de vote. Les décisions du Conseil requièrent la majorité des votes des membres permanents représentant les institutions publiques et la majorité des votes des membres permanents représentant les OSC. En outre, la décision d'accepter de nouvelles organisations de la société civile est prise uniquement par les OSC membres du Forum, sans interférence des institutions publiques ou du secrétariat du PGO Géorgie. Le Conseil est présidé par le chef de l'administration du gouvernement et coprésidé par le représentant des OSC (élu par les OSC pour la durée du plan d'action, sur une base rotative).

Avec cet arrangement d'égalité des chances, nous avons créé une base solide pour une participation significative, cependant, l'impact de cette dernière sur l'ambition croissante des futures réformes de gouvernement ouvert sera évalué ultérieurement. D'autre part, il est évident que ce cadre devra s'adapter à la nouvelle réalité et aux changements que la crise a entraînés jusqu'à présent.

La transformation radicale des problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui entraînera des changements dans diverses directions et nous sommes convaincus que

la plupart des plans d'action pour un gouvernement ouvert seront des plans de relance ouverts, cependant, la réponse ouverte pendant la crise définira également la confiance entre le gouvernement et les citoyens. Les gouvernements pourraient devoir prendre des décisions d'urgence, mais comme l'a déclaré le Premier Ministre de Géorgie le 4 mai, cela ne nous permet pas d'affaiblir la responsabilité et de restreindre le droit des citoyens à être bien informés.

Il est donc temps que ceux d'entre nous qui partagent les valeurs fondamentales de la démocratie, de l'ouverture et de l'espace civil se réunissent et veillent à ce qu'un gouvernement ouvert apporte des changements significatifs dans la vie des gens pendant et après une crise pandémique.

Je vous prie d'agréer, l'expression de mes sentiments distingués,